Données relatives à l'affaire

Demandeur de la marque communautaire :	Conceria Toska Srl
Marque communautaire concernée :	Marque verbale TOSKA pour des produits de la classe 18 — demande n° 743427
Titulaire de la marque ou du signe invoqué à l'appui de l'opposition :	Mühlens GmbH & Co. KG
Marque ou signe invoqué à l'appui de l'opposition :	Marque verbale allemande TOSCA pour des produits de la parfumerie
Décision de la division d'opposition :	Rejet de l'opposition
Décision de la chambre de recours :	Rejet du recours

Dispositif

- 1) Le recours est rejeté.
- 2) Mühlens GmbH & Co. KG est condamnée aux dépens.

**Arrêt du Tribunal (deuxième chambre) du 11 juillet 2007 —
Al-Aqsa/Conseil**

(affaire T-327/03)

«Politique étrangère et de sécurité commune — Mesures restrictives prises à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme — Gel des fonds — Recours en annulation — Motivation»

1. *Procédure — Décision remplaçant en cours d'instance la décision attaquée (cf. points 33-36)*
2. *Actes des institutions — Motivation — Obligation — Portée (Art. 253 CE; règlement du Conseil n° 2580/2001; position commune du Conseil 2001/931, art. 1^{er}, § 4 et 6) (cf. points 53-55, 56-58)*
3. *Actes des institutions — Motivation — Obligation — Régularisation d'un défaut de motivation au cours de la procédure contentieuse — Inadmissibilité (Art. 253 CE) (cf. point 65)*

Objet

Demande d'annulation partielle, d'une part, de la décision 2003/480/CE du Conseil, du 27 juin 2003, mettant en œuvre l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et abrogeant la décision 2002/974/CE (JO L 160, p. 81), et, d'autre part, de la décision 2003/646/CE du Conseil, du 12 septembre 2003, mettant en œuvre l'article 2, paragraphe 3, du règlement n° 2580/2001 et abrogeant la décision 2003/480 (JO L 229, p. 22).

Dispositif

- 1) La décision 2006/379/CE du Conseil, du 29 mai 2006, mettant en œuvre l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et abrogeant la décision 2005/930/CE, est annulée dans la mesure où elle concerne Stichting Al-Aqsa.

- 2) Il n'y a pas lieu de statuer sur la demande visant à entendre déclarer illégal, au titre de l'article 241 CE, le règlement n° 2580/2001 du Conseil, du 27 décembre 2001.
- 3) Le Conseil est condamné à supporter, outre ses propres dépens, les dépens de Stichting Al-Aqsa.
- 4) Le Royaume des Pays-Bas supportera ses propres dépens.

**Arrêt du Tribunal (deuxième chambre) du 11 juillet 2007 —
Mühlens/OHMI — Cara (TOSKA LEATHER)**

(affaire T-28/04)

«*Marque communautaire — Procédure d'opposition — Demande de marque communautaire figurative TOSKA LEATHER — Marque nationale verbale antérieure TOSCA — Motifs relatifs de refus — Marque notoirement connue au sens de l'article 6 bis de la convention de Paris — Article 8, paragraphe 1, sous b), du règlement (CE) n° 40/94 — Article 8, paragraphe 5, du règlement n° 40/94*»

1. *Marque communautaire — Définition et acquisition de la marque communautaire — Motifs relatifs de refus — Opposition par le titulaire d'une marque antérieure identique ou similaire notoirement connue dans un État membre [Règlement du Conseil n° 40/94, art. 8, § 1, b)] (cf. points 31, 32)*
2. *Marque communautaire — Définition et acquisition de la marque communautaire — Motifs relatifs de refus — Opposition par le titulaire d'une marque antérieure identique ou similaire jouissant d'une renommée (Règlement du Conseil n° 40/94, art. 8, § 5) (cf. points 57-59)*